



APPEL A CONTRIBUTIONS AU N°04 DE LA REVUE PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE

**Reconfiguration géopolitique et coopération sécuritaire des grandes puissances en
Afrique : les approches comparées de l'Union Européenne (UE), de la Chine et de la
Russie**

La Revue

La REVUE P&S – ASS / Paix et Sécurité en Afrique Subsaharienne a été lancée en novembre 2019 à Dakar par la Fondation Konrad Adenauer à l'occasion du 6ème Forum International sur la paix et la sécurité en Afrique. Elle paraît deux fois l'an et est consacrée aux enjeux sécuritaires africains et constituée de contributions écrites par des chercheurs et praticiens africains majoritairement. Elle est en même temps un organe d'information et un outil d'aide à la décision pour la communauté des experts et des décideurs en politiques de sécurité. Pour pérenniser et consolider le modèle, le Programme pour le dialogue sur la Sécurité en Afrique subsaharienne (SIPODI) de la Fondation Konrad Adenauer a bien voulu associer cette année le Cabinet White Dove Company (WDC) à l'élaboration du numéro 04 de la Revue sous le thème : **Reconfiguration géopolitique et coopération sécuritaire des grandes puissances en Afrique : les approches comparées de l'UE, de la Chine et de la Russie**. White Dove Company est un cabinet d'étude et de prospective basé à Yaoundé au Cameroun. Son site internet est www.whitedovecmr.com.

Problématique

Nous assistons aujourd'hui, depuis la fin de guerre froide, à un monde où l'ordre sécuritaire et militaire est en mutation (P. Boulanger : 2015). Une nouvelle course aux armements ainsi que le perfectionnement des stratégies militaires y sont une réalité. L'Afrique ne se soustrait pas à cette logique. Jadis quasiment la chasse gardée d'anciens maîtres coloniaux regroupés pour la plupart au sein de l'Union européenne, des mutations semblent s'opérer. La lecture géopolitique en matière de coopération sécuritaire montre que l'Afrique s'affirme de plus en plus comme terre de compétition entre puissances internationales du monde, notamment les puissances européennes réunies au sein de l'Union Européenne (UE), la Russie et la Chine. Chacune de ces entités étatiques ou organisationnelles définit et développe sa politique de coopération militaire et sécuritaire avec l'Afrique. Dans un continent où les enjeux et les défis sécuritaires ne cessent de s'accroître, les Etats africains ont donc décidé de diversifier leurs partenariats.

L'Union européenne a créé depuis le début des 2000, différents instruments afin de mettre en œuvre la sécurité hors des frontières de l'Union, en particulier en Afrique subsaharienne. Le cadre d'intervention à ce sujet est la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). A ce titre, l'UE apporte des appuis logistiques et finance la formation des forces de défense et de sécurité ainsi que les opérations de financement du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion à des pays africains. D'une manière générale, l'UE intervient dans trois volets de la sécurité : la diplomatie préventive, la résolution pacifique des conflits et la gestion militaire des guerres (Bagayoko, 2022).

La Russie quant à elle entretient aussi des coopérations sécuritaires avec l'Afrique. Celles-ci ne sont pas nouvelles en effet. L'assistance technique de la Russie de même que son appui militaire étaient notables dans de nombreux pays africains dits « socialistes » (P. Hugon, 2012). Depuis la fin de la guerre froide, la Russie s'est engagée dans un renouveau géopolitique en Afrique en nouant des alliances stratégiques avec des pays du continent. Elle se trouve premier fournisseur d'armes (P. Hugon, 2012). Si pour un temps la Russie est restée effacée, elle manifeste de plus en plus aujourd'hui des velléités de mener des actions d'une grande visibilité en Afrique. Le partenariat avec certains pays de l'espace francophone notamment le Mali et la République centrafricaine semble aujourd'hui lui donner une opinion favorable de sa présence auprès des masses populaires. Cette coopération est multiforme. La Russie s'impose dorénavant comme un nouvel acteur important à côté des puissances de l'UE et de la Chine.

La Chine, de toute évidence, ne cache pas ses intentions de concurrencer les occidentaux en matière de diplomatie militaire en Afrique. Cette concurrence s'inscrit dans sa stratégie de la nouvelle route de la soie (Duchâtel, 2019). Un forum de la paix et de la sécurité a même été organisé en Chine. Parallèlement, la Chine a fortement développé ses relations militaires avec l'Afrique. Elle se positionne surtout dans les pays décrédibilisés par l'Occident tels le Soudan ou le Zimbabwe. Elle est également très présente dans le domaine de la vente d'armes (cette augmentation a augmenté de 53% depuis 2013), accompagné de la formation à l'utilisation desdites armes. Elle compte des hommes dans les missions de maintien de la paix dans des pays comme le Mali.

Ce numéro 04 de la Revue ambitionne de poser un regard comparatif sur ces différentes formes de coopération. Sans être exhaustif, les axes de réflexion pourraient être :

- Quel est l'Etat des lieux de la coopération de l'UE, la Chine et la Russie avec l'Afrique ?
- Les différentes coopérations militaires avec des puissances extra-africaines ont-elles contribué à sortir ou maintenir l'Afrique dans une « zone grise » ?
- Quel est l'apport de ces puissances extérieures à la cybersécurité en Afrique ?
- Quelles sont les différentes formes d'approches de coopération non militaire en matière de paix et de sécurité implémentées par les différentes puissances en compétition en Afrique ?
- Quel est l'impact de la coopération militaire diversifiée sur les stratégies de défense et de sécurité des Etats Africains ?

Les contributions

Les propositions de contributions peuvent émaner de toute personne disposant de données empiriques sur le sujet et ayant de bonnes capacités d'analyse et de rédaction en français principalement et/ou en anglais.

Les propositions ainsi qu'un court CV ou note biographique parviendront à *White Dove Company* par voie électronique. Les propositions seront sur un fichier Word d'une (1) page comportant un texte en Times New Roman taille 12, interligne simple, exposant succinctement la réflexion originale que propose le ou les contributeurs (en équipe de 2 ou 3) ainsi que les objectifs que cette réflexion peut permettre d'atteindre (aux plans théorique, méthodologique, politique et/ou opérationnel).

Les propositions et les notes biographiques sont envoyés aux adresses suivantes :

robertfankem@yahoo.fr et guykngamy@yahoo.fr

Une fois la proposition retenue, le contributeur et/ou contributrice rédigera un chapitre dont le volume sera compris entre 15 et 20 pages.

La contribution sera évaluée par les pairs avant son éventuelle publication.

Un contrat déterminera les modalités de coopération avec *White Dove Company* et la KAS, y compris la rémunération.

Le calendrier

15 juin 2022 : Diffusion de l'Appel à contributions et Recueil des propositions de contributions.

30 juin 2022 : Évaluation des propositions, sélection par le Comité scientifique et notifications aux soumissionnaires

22 juillet 2022 : Rédaction des chapitres et soumission au Comité scientifique

15 août 2022 : Évaluation des contributions, corrections et validation

30 août 2022 : Edition, impression et Publication

Comité scientifique et de coordination du numéro

Président : **Prof. Jean-François AKANDJI-KOMBE**, Agrégé des Facultés de Droit, Professeur de Droit public à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (France) et Professeur invité à l'Université de Lomé (Togo) ; Doyen Honoraire de la Faculté de Droit de Caen (France).

Membres

- **Prof. Joseph KEUTCHEU**, Agrégé de Science politique, Maître de Conférences à l'Université de Dschang (Cameroun)

- **Dr. Toussaint KOUNOUHO**, Enseignant-Chercheur en science politique, Coordinateur Régional de Programme à la Fondation Konrad Adenauer (Côte d'Ivoire)

- **Dr FANKEM**, Cabinet White Dove Company (Cameroun),

- **Dr Ladislas NZE BEKALE**, Spécialiste d'Histoire militaire, Chef d'Unité à la Commission de l'Union Africaine, Enseignant-chercheur à l'Université Omar Bono, (Ethiopie/Gabon),

- **Mme Fidèle AZANNAYI**, Sociologue, Consultante en gestion des conflits (Côte d'Ivoire)